

1973 : QUAND LE PÉTROLE S'EN MÊLE

Pour beaucoup, la crise économique de 1974-1975 est due au choc pétrolier, arrivé quelques mois plus tôt. Voici une analyse à chaud faite dès 1979 par un grand historien de l'économie.

Par Jean Bouvier

La crise de 1974-1975 n'est pas la première des crises* mondiales. De 1825 à 1974, le monde industriel capitaliste a traversé vingt crises dont les dates sont connues et dont les mécanismes et manifestations ont souvent été décrits par les historiens et les économistes. Nous avons tous en tête des souvenirs ou des témoignages de la crise des années 1930 et, sans être nécessairement savants, nous observons que ces crises « de notre temps » réapparaissent de façon cyclique. Elles ont mûri, ont été préparées, au cœur même des années d'essor et de prospérité qui les précédaient toujours.

La crise pétrolière est d'une certaine manière banale. Des usines ferment, le chômage croît, le commerce mondial régresse, les stocks augmentent, les faillites d'entreprises progressent, la production industrielle et le produit national brut reculent, la consommation plafonne, l'endettement des entreprises s'alourdit... Tel est le spectacle qu'offrent tous les grands pays en 1974-1975. Pourtant, malgré ces manifestations attendues, voire convenues, la crise étonne, parce qu'elle est présentée comme imprévue et qu'elle innove en matière de dérèglements économiques.

LA CROISSANCE SANS CRISE

La crise mondiale de 1974 n'a pas échappé à la règle. Les opinions, édifiées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par les économistes les plus célèbres, les hommes d'affaires les plus

responsables, les dirigeants politiques les plus raisonnables, pensaient que le monde économiquement avancé était entré dans l'ère nouvelle de la croissance sans crise. L'a-t-on assez dit? A-t-on assez écrit sur le « miracle » allemand, le « miracle » français, le « miracle » japonais, le « miracle » américain... Et n'était-ce pas vrai? Car, en 1949, 1953, 1958 ou 1970, les grands pays n'avaient connu que des « récessions* », c'est-à-dire de simples et brefs ralentissements de leur croissance. Pleins d'orgueil, les responsables de l'économie et les économistes de la chaire, toujours très professoraux, expliquaient que le monde industriel avait trouvé des recettes et des procédés pour discipliner, régulariser, entretenir la croissance. C'était le temps du « plein emploi », avec un chômage très faible, et de l'accélération inouïe des vitesses de croissance – les plus rapides que les grands pays aient jamais connues. Comme il fallait trouver une explication simple à ce long climat d'euphorie, on tressait des couronnes à cet étonnant économiste anglais : Lord Keynes, qui écrivit dans la première moitié du xx^e siècle, dont tout le monde parlait, mais que bien peu avaient lu, car ses ouvrages sont obscurs et difficiles. On le crédita de l'invention, autour de 1928-1935, de recettes de lutte anticrise. On était en pleine dépression* mondiale dite de « 1929 ». Dépression qui avait mûri en 1927-1928 et dont le krach de Wall Street, en octobre 1929, avait été précédé de divers autres craquements. Les recettes proposées par Keynes consistaient à faire jouer à l'État un rôle actif et salvateur dans l'économie, par diverses formes d'interventionnisme, mais qui, toutes, se traduisaient par l'augmentation des dépenses publiques et par l'injection de flux d'ar-

*Pour les
économistes,
le monde
industriel
tenait la
bonne recette*

L'AUTEUR

Décédé en 1987, Jean Bouvier était un historien de l'économie réputé. Il a soutenu sa thèse sur « Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882 » et a publié de nombreux ouvrages, dont *Un siècle de banque française* (Hachette-Littérature, 1973) et *La France restaurée, 1944-1955*, avec François Bloch-Lainé (Fayard, 1986). Ce texte est une version abrégée de « D'où vient la crise économique mondiale? », *L'Histoire*, n° 15, pp. 117-124.



*La flambée
du pétrole
met fin
brutalement
à l'ère des
« miracles »*

gent grâce aux commandes et aux initiatives de l'État. Le profit privé devait ainsi être ranimé par l'intervention de la puissance publique.

En fait, Keynes fut entendu et écouté par les gouvernements, à commencer par le gouvernement anglais, non dans les années 1930, mais pendant la Seconde Guerre mondiale et après. Son grand succès est un succès posthume... Dès lors, pendant trente ans, tous les économistes ou presque furent keynésiens ; tous les gouvernements des grands pays pratiquèrent des politiques économiques et sociales actives ; tous guidèrent et aidèrent, directement ou indirectement, la croissance. Et, miracle parmi les miracles, certains de ces gouvernements, notamment en France,

se firent « planificateurs ». Ils établirent des plans de développement, en s'appuyant sur des équipes remarquables d'économistes et de responsables économiques privés ou publics. Et, tant bien que mal, ils appliquèrent ces plans avec succès. En France, le père du premier Plan de modernisation et d'équipement (1947-1951), Jean Monnet, est passé à l'état de gloire nationale et de personnalité intouchable.

C'est ce consensus et trois décennies de croissance que la crise de 1974 vient briser d'un coup. Le temps des miracles, brusquement, se termine. Le problème des origines de la crise divise alors magnifiquement les économistes en deux camps, comprenant l'un et l'autre plusieurs « familles ». Pour le premier camp, la crise mondiale de 1974 n'est qu'un accident. Plus exactement, le résultat d'une série d'accidents et d'erreurs.

Les pays du golfe Persique, avec environ 60% des réserves mondiales de pétrole, déclenchent la crise à l'automne 1973, en multipliant par quatre le prix du brut.

Note
*Cf. Lexique, p 94.



Réunis à Alger le 7 janvier 1975, les pays membres de l'OPEP, dont les Émirats arabes unis dirigés par Zayid ibn Sultan al-Nahyan (à droite), s'entendent pour augmenter encore le prix du brut de 10%.

Elle n'a eu que des causes particulières qui se sont malencontreusement additionnées. Donc, elle ne se reproduira pas. Les erreurs fondamentales sont monétaires : on a offert trop de monnaie, on a trop spéculé sur les monnaies, on a donc développé l'inflation. Et, au bout de toute inflation, arrive un jour son contraire : la déflation*... et la crise.

Parmi les accidents, le principal est (bien sûr) la multiplication par quatre du prix du pétrole par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à l'automne 1973. D'où l'explication dominante de la crise résumée à : « C'est la faute au pétrole. » Née d'une cause « monopétrolière », elle

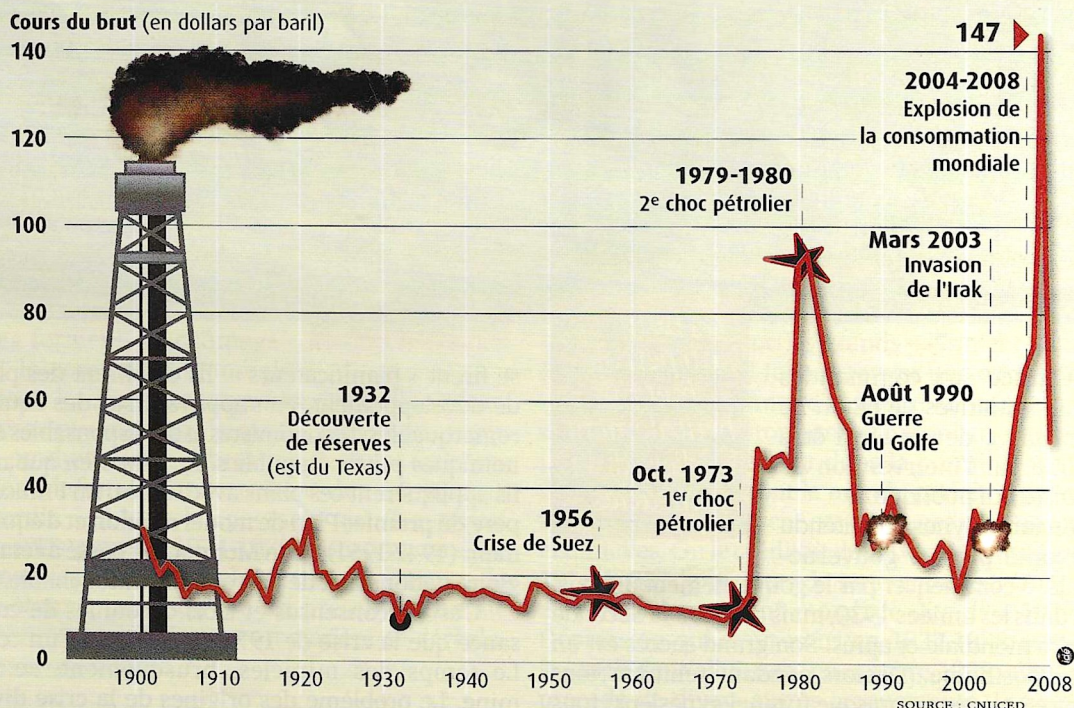
continue pour la même raison. En effet, disent les économistes du premier camp, la hausse du pétrole a déséquilibré les balances des paiements des pays industriels importateurs de pétrole (République fédérale d'Allemagne [RFA], France, Italie, Grande-Bretagne). Il a donc fallu que ces pays paient et tentent de le résorber, ce déficit.

Comment ? D'une part, en important moins : c'est-à-dire en acceptant le ralentissement de leur activité économique interne. La crise sert à cela. D'autre part, en exportant plus : en essayant de diminuer la consommation intérieure pour consacrer une plus grande part de la production nationale à l'exportation. La crise encore sert à cela. Elle comprime et ralentit la consommation intérieure, puisqu'elle entretient un chômage considérable.

BAISSE DES PROFITS

Pour les économistes du second camp, la crise a été alimentée, approfondie, entretenue, par le coup (coût) pétrolier. Mais elle était en marche avant octobre 1973, avant l'accident pétrolier. Ses racines profondes se nourrissent du système de production lui-même. Alors que le pétrole est un facteur exogène de crise, celle-ci a, aussi et d'abord, des causes endogènes. En suivant, mois après mois, pour les années 1970-1974, quelque vingt-

Pétrole : une série de chocs



La dépendance des pays développés à « l'or noir » grandit après la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'en 1973, les prix sont fixés par les majors, les grandes compagnies internationales. De 1973 à 1980, ils sont fixés par l'OPEP, créée en 1960. Depuis 1980, ils sont définis par le marché et dépendent donc de la conjoncture économique, de l'évolution géopolitique et de la spéculation.

cinq indices (ou variables) de la conjoncture économique française (productions et consommations globales, grandes catégories de prix, taux d'intérêt, niveaux d'investissement, salaires réels, chômage, etc.), on observe que tous ces indices clignotaient déjà avant le choc pétrolier. Ils se dégradèrent déjà avant octobre 1973, avant l'hiver 1973-1974, avant l'affaire pétrolière et, donc, avant l'explosion de la crise qui, en France, se déploie à partir du second semestre 1974. C'est en 1972 et en 1973, à des dates variables selon les indices observés, que les détériorations apparaissent. Parmi elles, les plus préoccupantes : l'accélération de la hausse des prix, l'accélération du chômage et de l'endettement des entreprises industrielles, le ralentissement de l'investissement, l'arrêt, en France, de la hausse des taux de profit.

Ainsi, dans ce dernier cas, les taux de profits des sociétés industrielles françaises ne montent plus à partir de 1971. Ils stagnent et même baissent légèrement en 1973. La crise de 1974 les voit, bien sûr, s'effondrer. En tout cas, nul doute qu'il y avait autre chose que l'accident pétrolier aux origines profondes et structurelles, de la crise.

VIEUX MONDE ET NOUVELLE DONNE

On peut ramener à trois les caractères insolites de la crise. Le premier aspect concerne la crise elle-même en 1974-1975. Celle-ci confirme avec éclat un phénomène apparu dans le milieu des années 1960 : la « stagflation* », c'est-à-dire la coïncidence du ralentissement de la croissance globale, puis de la crise, avec le maintien de prix très élevés, en hausse constante. Auparavant, avant la Seconde Guerre mondiale, comme avant la Première, les prix baissaient pendant les crises. Cette baisse était un élément de rééquilibrage, de régulation, puis de reprise ultérieure. Dans les années 1960 et 1970, les difficultés économiques lourdes ne mettent pas un frein à l'inflation. Ainsi des prix à la consommation en France. Dans les années 1960-1973, leur hausse s'accélère. Ensuite, pendant et après la crise, ils progressent de 13,7% en 1974 et de 11,8% en 1975, pour s'obstiner à rester entre 9% et 10% de hausse par an, en 1976, 1977, 1978. La lutte contre l'inflation n'a produit aucun résultat. Certes, l'inflation-stagflation est plus ou moins prononcée selon les pays : forte en France, très forte en Italie ou en Grande-Bretagne, beaucoup plus faible en RFA ou aux États-Unis. Mais elle est.

Le deuxième caractère nouveau de la crise est la persistance d'un chômage croissant, même en temps de reprise provisoire. Ce chômage dit « structurel » a des causes économiques, mais aussi démographiques et sociologiques. Le troisième caractère de nouveauté concerne, lui, la reprise en 1976-1978. En principe, après une crise mondiale, la reprise

est générale et gagne tous les pays. Dans un laps de temps court (autour d'un an), elle devient mondiale. Or, ce n'est plus le cas : de 1976 à 1978, certains pays avancés sont sortis de la crise, d'autres non. Entre ces pays, un contraste très net oppose la forte reprise des États-Unis et du Japon au piétinement, marqué par une croissance très lente, des pays industriels de l'Europe occidentale. En RFA, en Angleterre, en Italie, et en France, le chômage particulièrement tenace, continue de progresser.

C'est que la crise de 1974 met aussi en lumière les changements en cours dans l'équilibre économique du monde. Un économiste français, Philippe Mahrer, a ainsi publié, dans *Le Monde* du 9 janvier 1979 un article au titre suggestif : « La crise est d'abord celle du Vieux Monde. » D'après lui, le Vieux Monde, c'est l'Europe, et elle seule, non sortie de la crise alors que « les autres zones de développement connaissent à nouveau une relative prospérité ».

Que sont ces « autres zones » ?

États-Unis, Japon, certes, mais aussi « les pays nouvellement industrialisés » tels que la Turquie, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, l'Inde, Hongkong, le Brésil, le Mexique... Ainsi voit-on les grands groupes

industriels, européens, japonais, américains, déplacer leurs investissements vers ces pays et se délocaliser ; des secteurs entiers du vieux tissu industriel européen s'effondrent et ne plus se relever : la sidérurgie, les constructions navales, des pans de l'industrie textile et de certaines constructions mécaniques... Les États-Unis, eux, résistent d'autant mieux que la chute du dollar rend les prix américains à l'exportation compétitifs. Ils exportent leurs difficultés grâce au dollar flottant.

Dans ces conditions, quel est le redoutable héritage de la crise économique mondiale de 1974-1975 et de ses suites en 1976-1978 ? C'est une nouvelle distribution des cartes du jeu industriel mondial. C'est un changement des rapports de force économique entre les zones du globe. De ce point de vue, il faudrait faire une place particulière à ceux des États, en voie de développement, qui sont vendeurs de pétrole et ce serait le thème des « pétrodollars ». Il faudrait faire une place également aux grandes sociétés pétrolières internationales, qui s'en sortent très bien dans la mêlée économique mondiale. Les prix élevés du pétrole depuis 1974 signifient pour elles une augmentation de leurs bénéfices et la possibilité de rentabiliser rapidement leurs investissements récents dans l'énergie nucléaire, mais aussi dans les schistes bitumineux et le charbon. Car le monde va continuer à dévorer de l'énergie...

Comme un séisme, la crise de 1974-1975 a produit dans l'économie mondiale des ondes de choc. Depuis, les pays et les grandes firmes cherchent à se redéployer pour ajuster leur stratégie aux changements des marchés. En face, on voit émerger des pays jusque-là classés comme « en voie de développement », qui s'équipent, s'industrialisent et apparaissent comme des vendeurs, donc des concurrents des vieux pays industriels. ■



En réponse à la hausse des prix du pétrole, le gouvernement français engage une campagne d'économies d'énergie : la chasse au « Gaspi », pour gaspillage.

Source :